



Conseil d'Administration de l'AEFE, Paris le 27 novembre 2025

Monsieur le Président du Conseil d'Administration,
Madame la Directrice Générale de l'Agence,
Mesdames les Administratrices, Messieurs les Administrateurs,

Nous nous réunissons aujourd'hui pour le premier Conseil d'Administration de l'année scolaire 2025-2026, un conseil qui se tient à un moment historique pour l'avenir du réseau de l'enseignement français à l'étranger. Il est temps d'appeler les choses par leur nom. Le réseau de l'AEFE traverse une crise d'une gravité sans précédent, une crise que tout le monde voit et ressent. Et nous ne pouvons plus accepter le silence, l'inaction et les décisions incohérentes qui continuent de l'alimenter.

Les parents sont à bout, les équipes pédagogiques sont épuisées, et l'avenir même de l'enseignement français à l'étranger est en train de se déliter sous nos yeux. Ce réseau unique au monde, censé être un pilier du rayonnement de la France, se retrouve aujourd'hui étranglé par un sous-financement chronique. Jamais l'AEFE n'a été autant sous-financée : sa subvention et son budget atteignent un niveau historiquement bas. Pourtant, jamais la demande n'a été aussi forte et jamais les besoins n'ont été aussi évidents.

A travers nos précédentes déclarations et interventions, la FCPE alerte depuis des années sur l'asphyxie budgétaire, la hausse incontrôlée des frais de scolarité, l'hémorragie des personnels détachés et l'effondrement de la mixité sociale, symptômes d'une crise profonde. Elle avertit que sans un réengagement clair et massif de l'État, c'est l'avenir même du service public d'enseignement français à l'étranger qui est en jeu.

Depuis des années, on nous parle de "réforme", de "modernisation" et désormais de "vérité des coûts". En réalité, ce vocabulaire technique masque une vérité brutale : le transfert méthodique et assumé de la charge du service public vers les familles. Ce qui se joue aujourd'hui n'est pas une simple évolution budgétaire, mais un basculement historique, celui d'un désengagement progressif de l'État français de sa mission éducative à l'étranger.

La future architecture économique de l'AEFE, telle qu'elle se dessine, repose sur un principe aussi simple qu'inacceptable : faire payer davantage des familles déjà à bout de souffle pour compenser les manquements d'une tutelle qui refuse d'assumer ses responsabilités. Toujours les familles. Encore et toujours les familles. Comme si elles formaient une caisse de compensation intarissable. Comme si un réseau public devait être financé comme un établissement privé haut de gamme.

Le “juste prix de l’enseignement”, selon la formule désormais martelée, n’est qu’une justification technocratique destinée à imposer une flambée des frais de scolarité.

Nous dénonçons avec force cette logique brutale, qui présente comme “inévitable”, ce qui est en réalité le fruit d’un choix politique : celui d’abandonner progressivement un réseau public qui fut longtemps un pilier du rayonnement éducatif et culturel de la France. Ces préconisations dessinent un modèle où l’égalité d’accès, la diversité sociale et la mission de service public deviennent secondaires. Et tout cela se fait sans débat réel, sans transparence et sans concertation sincère.

Les préconisations actuellement sur la table sont explosives :

- Augmentation de la Participation financière complémentaire ;
- Transfert de la pension civile aux établissements ;
- Réduction du nombre de détachés ;
- Hausse généralisée des frais de scolarité;
- Retrait financier sur les projets immobiliers ;
- Mise sous tension extrême des établissements en gestion directe.

Tout converge vers un seul objectif : faire porter sur les familles la quasi-totalité du coût de l’enseignement français à l’étranger. Autrement dit, transformer un réseau public en produit marchand, où chaque élève devient un coût à équilibrer et chaque famille une variable d’ajustement. Ce qui se profile, c’est un réseau qui s’éloigne de sa vocation universelle pour devenir sélectif, réservé à celles et ceux capables de suivre des hausses successives et incompréhensibles.

Nous refusons cela fermement.

- Nous refusons que l’avenir du réseau se décide sans les familles.
- Nous refusons que le financement public du rayonnement éducatif de la France repose sur les seuls parents.
- Nous refusons que les établissements EGD soient contraints à des augmentations dictées par une trajectoire budgétaire dont personne n’assume la responsabilité politique.
- Nous refusons que des établissements publics soient poussés vers une privatisation de fait parce que l’État se défause.

Les parents du réseau, qu’ils soient en Égypte, en Tunisie, dans le grand réseau du Maroc, en Espagne, au Portugal, en Belgique, en Allemagne, en Italie, en Grèce, en Inde, en Argentine, au Chili, au Mexique ou ailleurs, ont parfaitement compris ce qui est en train de se passer. Et ce qu’ils voient leur inspire une inquiétude immense : bâtiments vieillissants, projets immobiliers gelés, suppressions de postes, instabilité pédagogique, explosion des recrutements locaux, qualité de l’enseignement en déclin, tensions sociales, système de bourses précaire, décisions opaques, absence de vision stratégique et communication erratique de la direction de l’AEFE.

Tout cela porte un nom : une crise systémique, qui n’a rien d’un accident mais tout d’un abandon programmé.

Monsieur le Président, Madame la Directrice générale de la mondialisation, Madame la Directrice générale de l’AEFE, Mesdames et Messieurs, notre message est clair :

Nous n'accepterons pas que l'État français transforme l'éducation de nos enfants en produit financier. Nous n'accepterons pas que les familles servent de béquille à une politique budgétaire défailante. Nous n'accepterons pas le démantèlement d'un réseau public construit au fil des décennies par l'effort et l'engagement collectif. Car ce qui est en jeu aujourd'hui, ce n'est pas un barème, un pourcentage ou une ligne comptable. Ce qui est en jeu, c'est l'avenir d'un réseau qui fait la fierté de milliers de familles à travers le monde. Ce qui est en jeu, c'est l'accès de nos enfants à un enseignement français de qualité, qui ne doit jamais devenir un luxe.

L'AEFE n'appartient ni à un ministère ni à une direction ni à une logique comptable. L'AEFE appartient aux familles, aux élèves, aux personnels et à tous ceux qui ont fait de ce réseau un modèle unique au monde.

Aujourd'hui, nous exigeons un changement immédiat de cap, un engagement ferme et public de l'État, la remise à plat de ces préconisations dangereuses et le retour du service public comme principe fondateur et que le réseau AEFE reste accessible, socialement mixte et fidèle à la mission que la République lui a confiée.

Nous attendons des réponses. Pas des éléments de langage. Pas des renvois de responsabilité. De vraies réponses. Et surtout, de vraies décisions.

Nous ne garderons plus le silence.

Je vous remercie pour votre attention.

Pour la FCPE
Moulay Driss EL ALAOU
Vice-Président national
Chargé de l'Enseignement Français à l'étranger